
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.*

N^o. LXV.

Du Vendredi 28 Août 1789.

LA séance a commencée hier en la forme ordinaire ; on a fait mention des adresses de reconnoissance & d'adhésion de la ville & municipalité de Tarbes, Lectoure, Grasse, Fortcalquier, Chaumont en Vexin, Evreux, Mirecourt, Poitiers, Rincéiroux, la Charité-sur-Loire, Hennebonts en Bretagne & de Bergerac ; on a annoncé en même-temps une délibération des habitans de Pierrefort, qui s'engagent à défendre les droits de la nation au péril de leur vie, une autre de la sénéchaussée d'Amiens, relativement à l'interruption de la levée des impôts du sel & du tabac, & de la ville d'Usserche, au sujet des alarmes que l'approche d'un grand nombre de brigands a répandues dans le pays.

Un député, de la noblesse de Touraine, a annoncé le parti noble & généreux, que la ville de Tours a pris pour venir au secours de la chose publique ; cette capitale de l'ancien patrimoine de nos rois, qui leur servit de

Tome II.

B b

retraite dans des temps malheureux, étoit bien digne de donner à toutes les provinces du royaume un exemple éclatant de patriotisme. Alarmée sur le sort de l'état par le discours que le ministre des finances avoit prononcé dans l'assemblée nationale au commencement de ce mois, elle a pris des mesures sages pour soutenir la foi publique & encourager les travaux des représentans de la nation.

Dans cet objet, elle s'est imposée volontairement à la somme équivalente au produit actuel des impositions, & cette garantie généreuse, s'étend pour la ville seule de Tours, à deux millions deux cents mille livres pour l'année 1790, & à onze cents mille livres pour les six derniers mois de 1789.

M. le baron de Menou, député de Touraine, a fait en conséquence lecture d'une adresse de la ville de Tours, dans laquelle le plan de cette souscription patriotique est développé par une délibération & un arrêté du conseil permanent.

Sans doute les habitans de cette ville n'ont fait que prévenir le dévouement des autres villes du royaume; l'un des députés de Touraine a annoncé à l'assemblée que Rouen n'attendoit que le signal de son approbation pour prendre une résolution aussi patriotique; alors M. le duc de Liancourt s'est levé pour demander que l'assemblée votât des remerciemens, en faveur du grand exemple donné par la ville de Tours.

L'assemblée, en votant des remerciemens, a ordonné l'impression de la délibération de Tours, & l'envoi dans toutes les provinces; on doit aussi discuter dans les bureaux les trois articles compris dans cette délibération, & donner une séance extraordinaire pour y délibérer.

L'ordre du jour étoit pour s'occuper des articles qu'on devoit ajouter à la déclaration des droits, mais l'ordre

des besoins étoit pour travailler à la constitution ; c'étoit le vœu général ; M. Bouche l'a suivi en faisant une motion tendante à ce que l'on s'occupât, sur le champ, des divers articles de la constitution, concernant les municipalités & les assemblées provinciales ; & qu'en conséquence le comité chargé de cet objet, fût obligé d'apporter à l'instant les articles projetés.

M. Mongin de Roquefort a lu, ainsi que M. Bouche, un projet d'arrêté conforme à cette demande ; mais M. de Puzy, après avoir présenté, avec autant de force que de vérité, le tableau affligeant des loix oubliées, des tribunaux méconnus, des impôts supprimés, des dévastations communes dans toutes les provinces, les liens sociaux brisés, la licence du peuple déguisée sous le nom de liberté, & l'insubordination des troupes colorée du nom imposant de patriotisme, a insisté pour qu'on substituât à l'amour stérile de la méthode, l'amour plus utile du bien public ; & qu'en conséquence il fût arrêté de s'occuper, avant toutes choses, de l'organisation des assemblées municipales & provinciales, que le roi feroit prié de convoquer.

M. Deschamps pensoit au contraire, qu'il falloit commencer par déclarer le genre & la forme du gouvernement pour pouvoir déterminer ensuite la constitution.

« Dans la position où est le royaume, disoit M. le vicomte de Noailles, l'assemblée doit s'occuper de lui donner une bonne constitution, & sur-tout de prévenir les malheurs qui le mettroient hors d'état d'en jouir ; mais avant d'en poser les fondemens, il me paroît essentiel d'écarter tout ce qui pourroit s'y opposer, & je n'en aperçois les moyens qu'en conservant au pouvoir législatif sa majesté, & au pouvoir exécutif toute sa force & son activité ; il est sans doute impossible de rendre à un corps usé toute sa vigueur, de rétablir des impôts qui ont paru

désastreux, de rappeler des tribunaux dont les abus ont éloigné la confiance; de livrer les répartitions des subside à un pouvoir arbitraire, de faire agir dans une direction uniforme les corps militaires, placés trop long-temps entre des devoirs opposés; d'arrêter les effervescences des conseils permanens que leur zèle même peut égarer, pour s'opposer à l'anarchie qui pourroit nous menacer, & pour déraciner en quelque sorte ce germe de séparation entre les p^rovinces, je propose à l'assemblée, 1°. de s'occuper de la création ou de la réforme des corps judiciaires; 2°. de l'organisation des municipalités; 3°. de l'établissement des assemblées électives & des administrations provinciales; 4°. de la puissance militaire, c'est-à-dire, de l'organisation des milices nationales; de leur régime uniforme, de leurs rapports indirects avec le pouvoir législatif, & de leurs rapports directs avec le pouvoir exécutif; 5°. de l'armée dans le rapport du nombre, de la partie de l'impôt destiné à la payer, de l'obéissance qu'elle doit au monarque & de la fidélité qu'elle doit à la nation; de la conversion des impôts actuels dans des impôts les moins onéreux au peuple, & de leur rapport avec les besoins de l'état. »

M. Mounier pensoit qu'on s'exposeroit à rétracter les principes, si l'on commençoit à s'occuper des municipalités ou des assemblées provinciales, avant que les principes de la constitution fussent posés. Si vous commencez par les assemblées provinciales, vous leur donnerez trop de force; elles pourront s'opposer à l'organisation du pouvoir législatif. Une nation peut être libre sans avoir des assemblées provinciales: c'est la constitution, c'est la loi, qui arrête le pouvoir arbitraire; s'il y avoit des troubles, qu'auriez-vous fait sans le corps législatif. M. Mounier appuyoit ainsi la motion de M. Deschamps, & annonçoit que le comité avoit fait des travaux sur ce point.

Alors M. Bouche a insisté pour qu'on délibérât sur sa motion ; & M. Camus a réclamé la lecture des articles convenus dans tous les cahiers , & rapportés par M. de Clermont-Tonnerre, le 27 juillet , au nom du comité de constitution.

C'étoit un hommage qui étoit dû à la sagesse des provinces , & une marque de respect à donner à la volonté du *pouvoir constituant* : aussi M. le président, qui avoit rédigé ces articles positifs extraits des cahiers , en a ordonné la lecture , en observant que les axiômes avoient été énoncés sans ordre & sans liaison.

Après que M. Fréteau les a lus, MM. de Virieux , de la Chaise , Pethion de Villeneuve , ont fait quelques observations , qui ont été interrompues par l'envoi d'une lettre & d'un mémoire , que M. le directeur-général des finances avoit annoncé mercredi à l'assemblée.

Ce ministre avoit profité du premier moment de sa convalescence , pour lui exposer le mauvais succès de l'emprunt délibéré le 9 août ; avec les moyens que son expérience & ses lumières lui suggéroient pour une seconde tentative plus heureuse. On a vu avec intérêt dans ce mémoire , le projet d'adoucir l'impôt désastreux de la gabelle , en attendant que l'assemblée nationale prenne un parti plus décisif sur ces consommations de premier besoin.

M. Dupont a proposé , sur ce dernier objet , un plan d'arrêté , qui a été renvoyé à la discussion des bureaux.

Après que M. le vicomte de Mirabeau a eu dit que les arrêtés de l'assemblée n'avoient pas été exécutés dans leur totalité , il a demandé que les trois qui avoient été rendus pour les dîmes , la chasse & les impôts , fussent envoyés de suite dans les provinces , & que les contrevenans fussent punis ; mais cette motion devenoit inutile , puisque l'envoi étoit fait depuis plusieurs jours.

M. l'évêque d'Autun a mieux embrassé le sujet soumis à la délibération de l'assemblée.

« Nous venons , disoit-il , d'entendre les détails les plus alarmans sur la détresse du moment ; il est indispensable d'y apporter un prompt remède ; M. le directeur-général des finances vient de soumettre à l'assemblée les opérations & les divers moyens qu'il a conçus , l'assemblée les prendra , sans doute , en considération. La demande la plus intéressante sur laquelle nous devons prononcer , est celle d'un emprunt de 80 millions , moitié en contrats , moitié en argent , peut-être y auroit-il quelques observations à faire sur cette forme , mais les besoins du royaume demandent des mesures extraordinaires , & je pense que tout ce qui appartient au mode de l'emprunt doit être abandonné aux lumières & à la sage expérience du ministre des finances , & qu'il est , sous tous les rapports , beaucoup plus convenable que l'assemblée se borne à l'autoriser & à le garantir.

« La nécessité de l'emprunt n'est que trop évidente ; s'il est nécessaire , il faut donc l'autoriser ; la conséquence est rigoureuse. Nous ne seront pas arrêtés , sans doute , par la crainte de contrevenir à nos mandats ; cette difficulté a été déjà victorieusement résolue ; bien loin d'en être effrayés , je pense , au contraire , qu'on ne peut leur obéir avec plus d'exactitude , & que ce seroit les enfreindre de les suivre littéralement , car nos commettans en voulant que toute opération d'impôts ou d'emprunts ne pût être consommée qu'après la constitution , ont voulu évidemment assurer par-là cette constitution ; or , tel est l'état actuel des choses , que non-seulement la constitution ne court aucun danger par cet emprunt , mais que même elle ne peut exister que par lui.

Mais un emprunt peut-il être proposé, s'il n'existe pas de crédit? Deux vérités me frappent en ce moment.

Jamais le crédit n'a été plus nécessaire à la France; le crédit est, pour le moment, anéanti.

Le crédit est nécessaire, quand le produit des impositions se trouve tellement réduit, qu'il ne peut suffire à l'acquit des dépenses, même les plus pressantes.

Le crédit est nécessaire, quand tout conduit à croire que les perceptions ne procurent plus dans ce moment les fonds nécessaires au soutien de la force publique.

Le crédit est anéanti, lorsqu'au milieu de la paix, & sous les yeux de l'assemblée nationale, les fonds publics éprouvent une perte de dix pour cent, de leur valeur primitive.

Le crédit est anéanti, lorsqu'un emprunt modique, garanti par l'assemblée nationale, ne peut être rempli.

Le crédit est anéanti, lorsque le taux des changes prouve une exportation incalculable de capitaux chez l'étranger, & le retrait presque général de tous ses fonds.

Il est aisé de conclure qu'il est urgent de rétablir le crédit; on ne peut travailler à le rétablir qu'en cherchant les causes qui l'ont perdu, & en les détruisant; il y a deux causes principales:

L'augmentation du *deficit*, par la perte presque totale de plusieurs branches de revenu, & l'incertitude qui se manifeste, depuis quelque temps, sur les principes de l'assemblée nationale, par rapport aux engagements publics; il faut donc, si on ne veut pas charger la nation, & plus directement l'assemblée nationale, de l'opprobre d'une banqueroute: 1°. de rétablir la balance entre les dépenses & les revenus; 2°. prononcer sur le sort, d'une manière bien positive, des créanciers de l'état; le premier point doit être le résultat d'un comité extraordinaire, nommé

point cet objet ; le second point peut & doit être discuté dans ce moment.

Après cette exposition simple , M. l'évêque d'Autun , faisant l'analyse du titre résultant d'un emprunt public , a prouvé , par des exemples , que les prêteurs en retiroient un titre incontestable de copropriétaires avec ceux dont l'impôt eût diminué la propriété & tourmenté les propriétaires ; les créanciers de l'état , disoit-il , ont payé pour la nation , à la décharge de la nation qui ne peut se dispenser de rendre ce qu'ils ont avancé pour elle.

On sent bien que ce système étoit contrarié par cette objection , qu'il faut que tous les genres de propriété contribuent à la fois aux besoins de l'état , & que les capitalistes ne doivent pas être favorisés aux dépens des propriétaires des terres ; c'est une objection que M. l'évêque d'Autun a réfutée. Il trouvoit contradictoire de vouloir imposer une propriété qui n'existe que parce qu'elle a été déclarée non-imposable ; or , il est évident , disoit-il , qu'aucune des rentes actuelles , telles qu'elles sent , n'existeroient pas , si à leur création on avoit voulu les soumettre à une imposition. Il seroit souverainement injuste de faire supporter aux rentes la plus légère imposition ; ce seroit une infraction à la foi publique. Une réduction partielle des rentes , sous le nom d'impositions , est aussi coupable en principe qu'une suppression totale.

M. l'évêque d'Autun développoit ensuite les avantages du crédit public & son action rapide & immédiate sur l'intérêt de l'argent , rapport sous lequel le crédit public mérite d'être soigneusement soutenu ; il ajoutoit que les propriétaires des terres avoient le plus grand intérêt à ce que le crédit de l'état soit le meilleur possible ; plus l'intérêt de l'argent sera bas , moins il faudra imposer pour chaque million qu'il sera nécessaire d'emprunter.

Après la lecture de cette motion, quelques membres en ont réclamé la division; quelques autres ont invoqué le règlement qui ne permet pas de délibérer sur les questions majeures le même jour, & sans une discussion préalable pendant trois jours consécutifs: M. le prince de Poix a observé que le règlement exceptoit de la règle générale les cas urgens, dans lesquels on pouvoit délibérer de suite.

Il seroit dangereux, a dit M. de Mirabeau, que par un simple attachement à une forme rigoureuse, nous perdions le fruit d'une discussion aussi lumineuse, après avoir manqué le but de l'emprunt par la fatalité des circonstances, il ne faut point opposer de longues réflexions à un juste élan de patriotisme; il ne faut pas fincoper l'arrêté de l'emprunt avec celui qui lui sert de base; je ne crains pas de le répéter; la constitution est à l'enchère; c'est la dette publique qui est le prix de notre liberté; *le déficit est le salut de l'état.*

M. le président a mis à l'opinion si l'on vouloit continuer la délibération ou la renvoyer à une autre séance; on a décidé de s'en occuper, en séparant les deux premiers articles de la motion de M. l'évêque d'Autun des deux derniers articles.

La discussion ainsi bornée, M. de Lalli-Tolendal voyant que l'on s'accordoit sur le fond & la forme de l'emprunt, n'a parlé que de la base, c'est-à-dire, de la déclaration solennelle proposée dans l'article II de la motion. » Vainement nous voterions l'emprunt, disoit-il, si nous ne l'accompagnons des mesures efficaces, notre position n'est plus celle que nous avions il y a quinze jours: le crédit est perdu, & l'on ne peut plus prendre de confiance que dans un nouvel ordre de choses; il faut s'en occuper *utilement*, en nommant un comité peu nombreux publiquement, en faisant des rapports de l'état des finances trois fois par semaine.

M. Gleizen disoit que la délibération de l'emprunt étoit digne de l'attention & de l'empressement de l'assemblée nationale, mais que le second objet n'étoit pas aussi pressant; puisque le ministre des finances n'avoit pas demandé que l'on sanctionnât dans le moment la dette de l'état: cette dernière partie de la motion est étrangère, & on doit la diviser.

» Vous n'aurez jamais de base pour l'emprunt, disoit au contraire M. l'archevêque d'Aix, tant que vous n'aurez pas montré aux prêteurs la sûreté; c'est la justice qui doit dicter vos délibérations, & la justice dit que vous ne pouvez pas rompre les engagements que vous avez contractés: le ministre vous a dit que votre délibération sur la dette publique étoit insuffisante; ainsi, pour rassurer le crédit dans ce moment, il faut la consolider; le comité pourra chercher le moyen de faire payer aux capitalistes les contributions jusqu'à ce que notre patriotisme a été induit dans une grande erreur, ajoutoit M. le duc de Liancourt, quand nous avons cru qu'on prêteroit à quatre & demi, votre hésitation sur la dette publique feroit aujourd'hui plus qu'une erreur.

M. Chapelier a terminé ces débats, en rappelant les engagements pris sur la dette publique dans les deux époques malheureuses du 17 juin & 13 juillet dernier, & soutenoit qu'on ne pouvoit plus mettre en question si l'on soumettroit les capitalistes à des retenues, & que c'étoit d'ailleurs exposer le crédit public à périr.

Enfin on est allé aux voix sur l'amendement proposé dans le premier article, qui consistoit à substituer à la fin ces mots, convertir le mode de l'emprunt avec le directeur-général des finances; cet amendement a été rejeté. Un autre, relatif à la consolidation des capitaux, a été retiré, & l'arrêté suivant a résulté de tous ces débats.

1°. L'assemblée nationale a décrété l'emprunt de quatre-vingt millions, d'après le mode proposé par le ministre du roi.

2°. Elle fait la déclaration solennelle, qui, confirmant celle du 17 juin, rassurât tous les créanciers de l'état contre la crainte d'une réduction quelconque d'aucunes des parties de la dette publique.

3°. A ce qu'il fût nommé un comité extraordinaire pour, de concert avec le ministre des finances, examiner les diverses opérations qui venoient d'être soumises à l'assemblée, & s'occuper particulièrement des moyens d'établir le niveau entre les dépenses & les recettes, & de rendre compte de leur travail trois fois par semaine à l'assemblée nationale.

4°. A ce qu'il fût décrété que les assemblées provinciales seront établies incessamment & pendant la tenue de l'assemblée actuelle, comme étant le meilleur moyen de calmer les provinces, de créer de promptes ressources, de pourvoir sans secousses aux conversions nécessaires d'impôts, & d'affermir les opérations de l'assemblée nationale; & en conséquence, à ce qu'il fût donné ordre au comité de constitution, de présenter promptement son travail sur *l'organisation des assemblées provinciales*, ou ce qui revient au même, un impôt quelconque procurera à l'état un capital plus grand à mesure que l'intérêt sera plus bas.

Ainsi disoit-il en finissant, quand la justice, l'équité, la foi ne seroient que de vains songes, l'honneur national une chimère, quand il n'y auroit de réel & de respectable au monde que l'arithmétique & l'argent : il faudroit encore convenir que ceux-là sont de misérables sophistes qui voudroient épargner une vingtaine de millions par an par une réduction sur les rentes, en y sacrifiant les incal-

culables avantages qui résulteront du maintien sévère de l'engagement de l'état & du crédit indestructible & sans bornes , qui en fera la suite.

Sa motion tendoit, 1°. à ce que l'assemblée décrêtât dans le jour l'emprunt de 80 millions, en laissant le mode de l'emprunt au pouvoir exécutif; 2°. à ce qu'il fût fait une déclaration qui, en confirmant celle 17 juin, rassure tous les créanciers de l'état contre la crainte d'une réduction quelconque d'aucunes des parties de la dette publique.

En décidant que le procès-verbal du jour seroit chargé de cet arrêté, on a renvoyé au comité de rédaction pour lui donner la forme du décret qui devoit être lû à la séance du soir.

On souscrit à Paris, chez C U S S A C , Libraire au Palais-Royal , N°s 7 & 8 , & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 sous franc de port, dans tout le royaume ; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent.